



Association intermédiaire



Rapport d'activité 2009

Sommaire

[Rapport moral du président](#)

[Introduction](#)

I. [Le public](#)

II. [le projet d'insertion](#)

1. [l'accueil](#)
2. [les temps collectifs](#)
3. [l'accompagnement chez le client](#)
4. [l'apprentissage aux gestes professionnels](#)
5. [les entretiens](#)
6. [les formations](#)

III. [Les sorties](#)

IV. [Les mises à disposition](#)

V. [Le partenariat](#)

VI. [Les permanents](#)

[Conclusion](#)

Annexes

1. [rapport financier du trésorier](#)
2. [bilan 2009](#)
3. [compte de résultat 2009](#)
4. [budget 2010](#)
5. [organigramme](#)
6. [partenaires](#)
7. [bénévoles](#)
8. [acronymes](#)

**Rapport moral du président sur l'exercice 2009,
approuvé par l'assemblée générale du 30 mars 2010.**

Le travail est un outil d'insertion, les mises à disposition proposées par l'association sont un moyen de reprendre progressivement un rythme de travail, d'apprendre ou réapprendre les exigences de l'environnement professionnel mais c'est également un outil de socialisation et de reprise de confiance en soi.

Notre projet repose sur des valeurs d'écoute et de reconnaissance de la dignité des personnes et de mise à disposition de formations adaptées. Il part d'une confiance - à partager par le salarié et ceux à qui il apporte ses services - dans la capacité à se construire grâce à un travail de qualité, créateur de liens sociaux et de confiance en soi.

Dans le même temps, Hercule-Insertion a le projet d'une entreprise soucieuse de qualité et d'efficacité dans la délivrance de ses services. Elle cherche à faire partager par ses clients des valeurs de compétence, de motivation et de disponibilité.

Notre action sur 2009 a bien été réorientée vers les collectivités territoriales et les entreprises comme nous le souhaitons, au détriment cependant de l'activité vers les particuliers. Il nous faut reconquérir cette clientèle et sortir d'une activité qui stagne autour de 60 000 heures depuis plusieurs années.

Notre action intègre une part de développement commercial et c'est un métier nouveau pour les associations intermédiaires qui n'étaient pas confrontées à une telle concurrence dans le passé.

On notera également le démarrage de l'activité liée aux clauses sociales de marchés publics.

Le transfert des compétences entre les communes et les [EPCI](#) est un paramètre important à prendre en compte pour l'avenir d'autant que le territoire des AI ne se superpose pas toujours avec celui des EPCI.

L'association compte 11 bénévoles, dont 6 administrateurs et 5 membres du bureau.

Le bureau se réunit fréquemment avec la directrice. Les bénévoles non membres du [CA](#) ou du bureau sont actifs. Mais cet équilibre est fragile et le recrutement de nouveaux bénévoles motivés est toujours d'actualité.

L'équipe de salariés permanents comprend 9 personnes après le départ, sans remplacement, d'un salarié en février 2009, ce qui a permis de fermer une antenne trop proche du siège et de diminuer la masse salariale sans perte de qualité.

L'utilisation de l'outil d'aide aux savoirs d'insertion ([OASI](#)) et le démarrage d'une action de formation d'auxiliaires de vie familiale avec 2 autres [AI](#) méritent d'être signalés.

Le parc informatique a été modernisé et homogénéisé, pour offrir des machines disposant d'un temps de réponse acceptable et d'une configuration-type.

Une réflexion doit s'engager sur le bien-fondé de créer, seuls ou avec d'autres une autre activité [IAE](#). L'ouverture du [CAIE](#) 91, notre fédération départementale, à toutes les [SIAE](#) du département nous y aidera.

L'avenir est incertain quant à notre participation à l'accompagnement des bénéficiaires du [RSA](#), et des incertitudes demeurent sur la pérennité des subventions de la [DILEE](#) et du Conseil Régional, sans lesquelles nous ne pouvons équilibrer nos exercices, sauf à majorer les prix de vente de nos mises à disposition.

L'exercice 2009 se termine par un excédent d'exploitation. L'association n'a pas connu de difficultés de trésorerie et a pu assurer pleinement sa mission d'insertion par l'activité économique.

C'est un résultat réconfortant dont je remercie la directrice et son équipe ainsi que les bénévoles. »

Bernard Lucien, président



[sommaire](#)



Introduction

2009

Hercule-Insertion, association intermédiaire présente depuis 1987 sur le territoire, a la qualité de structure d'insertion par l'activité économique. La spécificité de notre secteur est d'associer un accompagnement social à l'exercice d'une activité économique pour permettre aux personnes en difficulté (public prioritaire) de reprendre le chemin d'une insertion durable en travaillant sur les processus d'exclusion et de désocialisation. Nous avons fait travailler **281 personnes** et réalisé **60480 heures**, ce qui représente 38 équivalents temps plein.

Les temps forts de l'année :

Le 14 mai, une rencontre avec les collectivités de notre territoire a eu lieu : « Association intermédiaire, mode d'emploi » : 8 représentants des municipalités étaient présents ainsi que deux représentants des communautés de communes. Ce 1^{er} rendez vous a été l'occasion de rappeler notre mission et notre projet d'insertion mais également de (re)donner une information sur l'utilisation des clauses sociales dans les marchés publics.

Nous avons engagé la création d'un site Internet : www.hercule-insertion.fr. avec l'aide d'un bénévole. Les enseignes nationales ainsi que les créations d'entreprises individuelles dans le secteur de l'aide à domicile devenu concurrentiel ne cessent de croître. Ils ont par ailleurs une politique de communication très agressive. « Le bouche à oreille » ou les connaissances restent encore à ce jour le motif d'accès le plus fréquemment évoqué pour nous contacter, mais il nous faut penser à informer plus largement et efficacement et avec des moyens de communication plus actuels.

C'est la fermeture de notre antenne de Savigny sur Orge. Une salariée, chargée de mise à disposition sur cette même antenne ayant souhaité démissionner, nous n'avons pas renouvelé son contrat et ainsi pu diminuer l'effectif des permanents qui est passé à 8.6 [etp](#). Notre volonté de réorganisation sur la base d'un effectif salarié plus faible tenait également compte des recommandations de l'audit du Conseil Général.

Un projet de formation qualifiante a pu voir le jour avec ARPE et LANCEMENT, 2 autres Associations Intermédiaires en décembre 2009. Il s'agit de mener un parcours de formation [en alternance](#) pour 4 de nos salariées. Cette action a un double objectif : l'obtention du titre « Assistante de Vie aux Familles » et l'obtention du permis de conduire.

A l'issue d'un travail auquel nous avons participé et réunissant des représentants de plusieurs AI, les présidents des 8 AI ont signé la charte des AI. C'est également la réalisation du répertoire des SIAE et la création du Comité des acteurs de l'insertion par l'économie qui réunit aujourd'hui 20 structures.

Faisant suite à des journées de formation autour des clauses d'insertion, nous avons répondu à une consultation concernant un « marché de service d'insertion et de qualification professionnelle ayant pour prestation support le nettoyage d'une marché couvert » (article 30) pour l'une des communes de notre territoire. La mise en oeuvre de parcours d'insertion sur la base de missions de travail connues et organisées annuellement permet de poursuivre durablement notre mission en direction des « publics fragiles ». L'article 30 fait expressément référence à la lutte contre l'exclusion et la précarité.

La prestation ASI a pris fin en juin 2009 sachant que nous avons reçu la convention en juin 2009 pour 8 mesures. Nous avons intégré 12 personnes avec lesquelles nous avons terminé le suivi. La fin des prestations [ASI](#) a laissé un vide pour les personnes qui ont des problématiques multiples et pour lesquelles les prestations de type « mobilisation vers l'emploi » ne permettent pas d'associer une mesure d'accompagnement social renforcé et l'accès à des missions de travail permettant de valider ou d'invalider pour partie l'accès à l'emploi des publics dits vulnérables.

[sommaire](#)

I. LE PUBLIC

Les publics cibles sont les personnes sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières (code du travail L5132-7)

265 personnes accueillies sur nos antennes dont 131 inscrits et 134 réorientations.

281 personnes ont effectué un parcours d'insertion (ne sont pas comptabilisés les 89 jeunes suivis dans le cadre des chantiers éducatifs ou chantiers jeunes apprentissage)

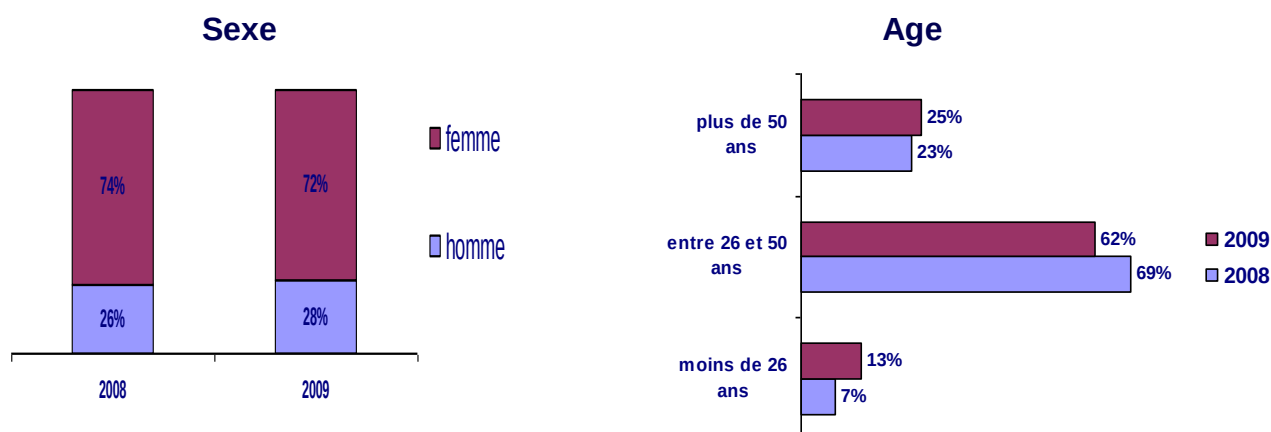
81 bénéficiaires du RSA (ex [RMI](#) et [API](#)) représentent 29% des salariés en insertion mis à disposition sur 2009 pour un total de 15 816h (pour mémoire 16 008 heures en 2008) soit 26% du total annuel.

Notre public est composé majoritairement de femmes, les tranches d'âge plus de 50 ans et moins de 26 ans sont en augmentation.

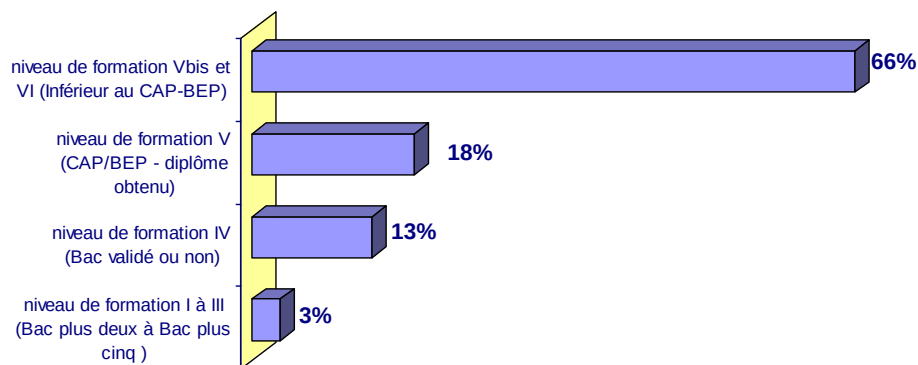
Il se caractérise pour 66% d'entre eux par un niveau de formation inférieure au niveau [CAP](#).

Le nombre d'heures moyen par personne et par an qui était de 203h en 2008 est passé à 215h en 2009, ce qui correspond à notre volonté d'asseoir un parcours sur un socle solide. En effet donner un nombre d'heures suffisant à chacun permet de stabiliser, renforcer ou pour le moins sécuriser des parcours ce qui permettra aux salariés en insertion de mener à bien un parcours basé sur un véritable diagnostic d'employabilité (grille d'analyse des tâches, des postes, des comportements), varier les situations et modalités de formations (réunions, ateliers, tutorat, formation) et favoriser son autonomie personnelle sociale et administrative et bien sûr professionnelle.

Cependant, nous remarquons aussi une baisse du nombre d'entrées dans notre structure. Cette diminution du nombre d'inscriptions est aussi une explication à l'augmentation du nombre d'heures par personne. Nous n'avons que 132 salariés présents au 31 décembre 2009.



Niveau d'étude



Publics Prioritaires (la même personne peut être comptabilisée dans plusieurs rubriques)

En nombre de salariés

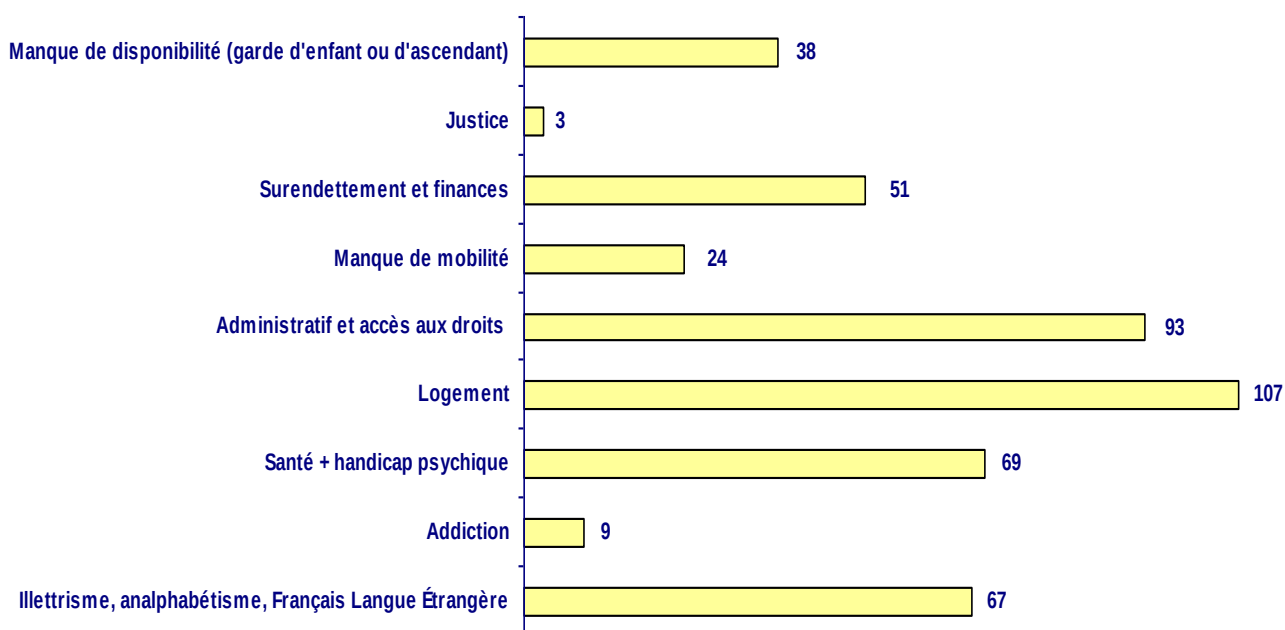
- Bénéficiaires du [RSA](#) socle (anciennement RMI et API)
- Bénéficiaires de l'[ASS](#)
- Public PLIE NE
- Public PLIE VO
- Travailleurs handicapés
- Habitants de [ZUS](#) et [CUCS](#)

Nb personnes	sur 281	Nb d'heures	% sur 60480h
81	28.8%	15816 h	26.15%
14	5%	3400 h	5.6%
31	11%	7308 h	12%
17	6%	2536 H	4%
23	8.2%	5167 h	8.5%
123	43%	30116 h	49.8%

Trajectoire socioprofessionnelle :

stable	40	14%	Une trajectoire socioprofessionnelle stable : personnes qui ont été dans les cinq dernières années en CDI ou en CDD longs renouvelés
instable	66	23%	Une trajectoire socioprofessionnelle instable pour les personnes qui ont été dans les cinq dernières années en succession de contrats temporaires (CDD et intérim) avec des temps de chômage inférieurs aux temps de travail.
précaire	104	37%	Une trajectoire socioprofessionnelle précaire pour les personnes qui ont été dans les cinq dernières années en succession de contrats d'insertion et /ou en contrats temporaires (CDD ou intérim) avec des temps de chômage supérieurs aux temps de travail.
primo demandeur d'emploi	24	9%	Pas de trajectoire professionnelle en France
n'a jamais travaillé	47	17%	Pas de trajectoire professionnelle

Difficultés rencontrées par les salariés en insertion



[sommaire](#)

II. LE PROJET D'INSERTION

Les personnes orientées vers notre association présentent des freins parfois multiples : à la fois professionnels (manque d'expérience ou expérience lointaine, manque de formation, qualification, difficulté linguistique, mobilité...) et sociaux (logement, administratifs, santé, garde d'enfants...)

La proposition d'un parcours d'insertion au sein d'une association intermédiaire permet d'acquérir de façon graduée selon les personnes une autonomie, une socialisation, une motivation, une reconnaissance retrouvées ainsi qu'un revenu de leur travail.

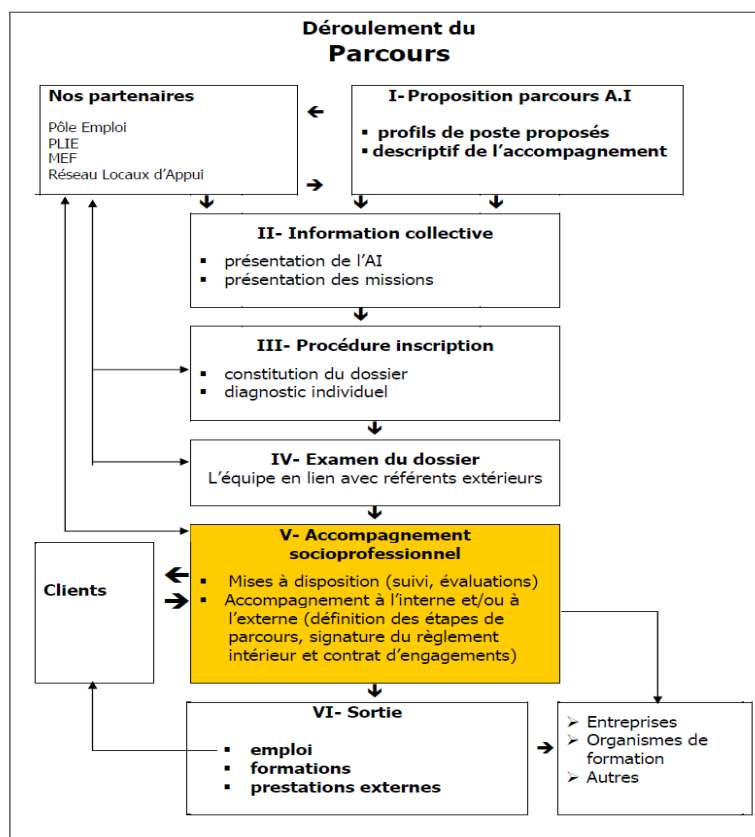
Sur la base des missions de travail, l'accompagnement se met en place. Il permet de construire les parcours en structurant le vécu en mission, de mener à bien un véritable diagnostic d'employabilité (grille d'analyse des tâches, des postes, des comportements...), varier les situations et modalités de formations (réunions, ateliers, tutorat, prestations) et favoriser ainsi une autonomie personnelle sociale et administrative aussi bien que professionnelle.

Hercule-Insertion a fait le choix depuis plusieurs années, de développer et renforcer ses actions d'accompagnement au bénéfice de la totalité des salariés en insertion.

De manière générale, notre offre de service se caractérise par une ouverture du partenariat et le développement de son réseau. Les réponses proposées aux personnes en insertion pour construire leur parcours démontrent une ouverture vers l'extérieur. Ainsi des actions associées sont mises en place avec nos partenaires locaux. Nous ne pouvons plus travailler seuls et nous nous inscrivons bien dans une dynamique territoriale avec les partenaires sociaux, professionnels et économiques.

C'est donc bien la proposition d'un parcours personnalisé à l'interne s'appuyant sur un réseau partenarial couplé à l'exercice d'une activité professionnelle qui caractérise notre accompagnement.

Notre objectif est la poursuite d'une démarche de formalisation de nos procédures en vue de répondre au mieux aux besoins de nos salariés et construire des parcours facilitant l'accès à l'emploi. Cela s'est traduit en fin d'année par l'élaboration d'un livret d'accueil et la mise en place du contrat d'engagement qui seront opérationnels au 1^{er} trimestre 2010.



1) L'accueil

Dans le cadre de notre procédure d'accueil nous avons reçu 265 nouvelles personnes, salarié 131 d'entre elles et réorienté 134.

L'ensemble de notre territoire est couvert par la même procédure. Nous avons mis en place des informations collectives sur les antennes de Viry-Chatillon, Sainte Geneviève des Bois et Longjumeau (à la maison de l'emploi de Longjumeau ou sur l'antenne) une fois tous les 15 jours.

L'étape « Association Intermédiaire » préconisée par le référent de parcours doit être objectivée afin de lui donner du sens et d'impliquer de manière plus forte chacune des parties (fiche de liaison).

Ces réunions collectives, nous permettent de donner une information complète aux demandeurs d'emploi sur les missions d'une AI, nos modalités de fonctionnement, la spécificité des CDD d'usage.

Notre procédure d'accueil donne le temps de la réflexion et/ou du questionnement sur leur motivation à s'inscrire dans un parcours avec nous.

Des diagnostics d'accueil sont réalisés autour des items suivants : situation sociale (santé, logement, justice, mobilité), situation professionnelle (expériences, compétences, aptitudes), la formation et/ou difficultés linguistiques, motivation, disponibilité, etc.

Pour les partenaires, l'information collective et les entretiens d'accueil qui suivent permettent de rendre compte rapidement de la présence ou absence du candidat, de rendre compte de son inscription ou d'une réorientation.

S'il y a inscription :

Nous informons nos futurs salariés sur leur nouveau statut, sur l'organisation des [MàD](#), le planning, la relation aux clients, nous proposons une mission sous 15 jours, nous contractualisons sur les échéances, objectifs et moyens mobilisés sous la forme d'un contrat d'engagement. Cet engagement sera ajusté et/ou modifié tout au long du parcours. Cette contractualisation tiendra compte des engagements antérieurs de l'intervenant avec un référent extérieur.

Nous inscrivons à des ateliers OASI : « intégration dans l'AI » et/ou l'atelier « consignes de ménage ».

Nous demandons à certaines personnes de passer des tests de repassage afin de les inscrire rapidement aux formations repassage via le CAIE.

S'il n'y pas d'inscription

Nous retournons la fiche de liaison si elle existe sinon nous informons par mail, fax ou courrier le référent extérieur des arguments qui motivent la non inscription. [sommaire](#)

2) Les temps collectifs

	Nb de personnes	Nb d'heures
OASI consignes de ménage	93	484
OASI rôle et statut et quelques points du règlement intérieur	123	
OASI attitude et comportement	7	
Atelier 1er Secours	15	30
Atelier recherche d'emploi	30	115
Réunion des salariés	25	30
Atelier test repassage	20	60
Atelier ménage chez le client particulier	14	42

La mise en œuvre des ateliers mobilise un temps de travail important pour l'ensemble de l'équipe : sensibilisation des intervenants, négociation des plannings, convocation, animation et enregistrement administratif ...

Ces ateliers sont pour autant un temps privilégié de rencontre de nos salariés, outre l'aspect formateur et informatif, il est l'occasion pour chacun d'échanger verbalement mais également des services.

L'utilisation de **l'outil OASI** reste un point d'appui. Comme indiqué dans le tableau, nous avons plus particulièrement utilisé « consignes de ménage », « rôle et statut et quelques points du règlement intérieur » et « attitude et comportement » qui s'intègrent bien dans le parcours et sur des temps collectifs.

Sur le dernier trimestre, nous avons mis en place un **atelier test de repassage** à l'interne (7 depuis le mois de septembre) qui a concerné **20 personnes**. Cet atelier nous permet de faire un diagnostic

professionnel des aptitudes et/ou compétences « repassage » : évaluer la mise en place du poste de travail, l'organisation en amont (tri du linge), l'autonomie, la rapidité, la connaissance des techniques de pliage, l'utilisation d'un fer classique ou centrale vapeur. Il nous permet également de vérifier les besoins en formation.

Réunion des salariés :

Cet atelier a changé de nom au fil des années, appelé précédemment atelier échange de pratiques, il a concerné **25 personnes**. L'objectif poursuivi est l'écoute, la réflexion et la recherche de solutions en groupe autour des difficultés pendant la mise à disposition et de manière plus large les contraintes liées à la reprise d'une activité professionnelle (organisation personnelle, recherche des trajets pour se rendre au travail, relation aux clients, etc.)

Ce lieu de parole permettra d'inscrire le salarié dans un processus de progression et de l'aider à transférer ses capacités et aptitudes professionnelles à toute autre situation de travail.

Il est animé conjointement par deux permanents.

Pour 2010, nous prévoyons une plus grande régularité sur les 3 antennes afin de toucher un plus grand nombre de salariés.

Atelier de recherche d'emploi : a concerné **30 intervenants** sur une permanence d'aide à la recherche d'emploi, il est mis en place par une chargée d'accompagnement sur l'antenne de Viry-Châtillon.

Ils ont à leur disposition des ordinateurs, un fax, une photocopieuse afin de faire des recherches d'emplois sur des sites définis, des adresses mail personnalisées, des [CV](#) en ligne, etc.

L'animateur aide à la préparation aux entretiens, fait le point sur les recherches précédentes.

Cet espace permet également l'accès à différents sites ([CAF](#), [Assedic](#), etc.) afin de mettre à jour ou rechercher des informations sur leur dossier personnel dans les différentes administrations.

Il ne s'agit pas pour nous de remplacer les prestations extérieures mais bien d'être un relais chaque fois que nécessaire à une étape de leur parcours.

Cet atelier évoluera sur le fond et la forme en 2010.

Atelier 1er Secours :

A concerné **15 personnes** sur 2 ateliers animés par la Croix Rouge, il s'agit de connaître les consignes de base en cas d'accident domestique ou de la voie publique : faire les premiers gestes d'urgence, sécuriser le périmètre, appeler les secours, savoir utiliser un défibrillateur, faire la technique de respiration et mettre la personne en position latérale de sécurité.

14 personnes ont bénéficié de l'atelier formation chez notre client particulier qui habite à Longjumeau.

Nous souhaiterions développer cet atelier mais il nous faut trouver des clients volontaires qui prêtent leur habitation. Ce temps de formation est très riche pour nos intervenants : d'une part, ils sont en situation réelle, d'autre part ils sont peu nombreux (maximum 4). Nous sommes en contact avec un client sur Viry-Chatillon et souhaitons étendre le principe sur 2010.

[sommaire](#)

3) L'accompagnement chez le client

334 accompagnements physiques chez le client : c'est le moment privilégié du rappel de l'organisation administrative et personnelle (mobilité, garde d'enfant, planning, relevé d'heures, contrat de travail et contrat de mise à disposition), le rappel des tâches et consignes de travail, le rappel des consignes liées aux savoir être et savoir faire.

L'accompagnement d'un candidat lors d'une première mise à disposition a comme objectif de rassurer le salarié et le client. L'accompagnant doit garder un rôle de médiateur et d'observateur dans la relation qui doit se mettre en place entre le client et le salarié.

Il convient enfin que les consignes soient directement données au candidat sans intermédiaire afin que le travail d'évaluation ou autoévaluation se construise sur une base tripartite et non pas seulement entre l'association intermédiaire et le client.

Des documents sont remis au client à cette occasion (lettre information : « Hercule Insertion à ses clients », le descriptif à remplir de la mission, le document « décharge des clefs », le relevé d'heures vierge et le contrat de mise à disposition).

Le client est bien inscrit comme partenaire dans l'accompagnement de l'intervenant et il est informé des sollicitations.

Le nombre de suivi des missions chez nos clients autres que les particuliers est en augmentation. Cette augmentation est due entre autres aux missions liées à la mise en œuvre des clauses sociales. Le suivi de ces missions nous demande d'être très présents sur le terrain et est également consommateur de temps.

[sommaire](#)

4) L'apprentissage aux gestes professionnels

94 intervenants ont bénéficié de **l'action spécifique** : 110 clients sur 2009 pour 129 visites car certains ont eu plusieurs intervenants dans l'année. Un permanent accompagne (lors d'une première mission ou lorsqu'il s'agit d'un nouveau client) notre intervenant et met en place la mission de travail dans le temps : il s'agit d'organiser sur site les tâches, montrer les bons gestes, les bonnes postures, la bonne installation du poste de travail et donner en situation les consignes à la place du client. Cet accompagnement pourra se poursuivre par des visites d'évaluation chez le même client et ainsi entraîner des préconisations variables en fonction des difficultés repérées : demande de formation complémentaire, aide individuelle sur les gestes professionnels, etc.

Cette action s'adresse en priorité aux missions ménage, repassage chez les particuliers pour des intervenants dont la première mise à disposition reste très fragile.

Il s'agit bien d'un accompagnement centré sur la tâche et sur l'adaptabilité au monde du travail.

Il répond aux besoins professionnels des salariés travaillant chez des particuliers.

Il répond à un véritable besoin de lien social aussi bien à l'interne qu'à l'externe.

Il permet d'améliorer les conditions d'exercice du métier, objectif corrélé avec la demande des utilisateurs d'un service de qualité.

Une partie de ce projet est financé par la politique de la ville dans le cadre du [CUCS](#) de Longjumeau.

[sommaire](#)

5) Les entretiens

Sur les 281 personnes qui ont été mises à disposition sur 2009, 237 ont bénéficié de l'appui de nos chargés d'accompagnement.

1808 entretiens réalisés par les 2 « chargés d'accompagnement » (y compris ASI : 247 entretiens). Nous pouvons rappeler que ces entretiens tiennent également compte du rythme et de la demande des salariés, des difficultés rencontrées par ceux-ci. Ils peuvent être programmés suite à une réunion d'équipe, à l'évaluation des clients, à la demande d'un référent extérieur, etc.

Les intervenants sont suivis tout au long de leur parcours par le même « chargé d'accompagnement » qui est l'interlocuteur privilégié des partenaires extérieurs.

Ce référent interne réalise des **entretiens individuels** et des bilans réguliers sur l'évolution de l'intervenant en lien avec la chargée de mise à disposition et la chargée d'accompagnement aux gestes professionnels. Il affine le contrat d'engagement en précisant les objectifs intermédiaires entre chaque rendez-vous, les échéances données, les démarches à faire.

Il propose, en lien avec le référent de parcours extérieur à la structure, une réorientation vers les acteurs les plus à même d'apporter des réponses adéquates à la situation des salariés en insertion, soit parce qu'ils rencontrent des difficultés dans la mise en œuvre de leur parcours (personnelles ou environnementales) au sein de l'AI, soit dans une optique de dynamisation du parcours d'insertion : des alternances peuvent être mises en œuvre (ex : [APP](#) + mission, action linguistique + mission)

Il aide à la résolution de problèmes périphériques à l'emploi (santé, logement, garde d'enfant) en mobilisant si nécessaire les ressources extérieures (dossier d'inscription ou d'actualisation ou de référencement).

Il permet l'accès aux sites de référencement administratif ([CAF](#), [ASSEDIC](#), [CPAM](#)) et serveurs vocaux afin d'actualiser les situations.

Sur chaque antenne, un « Chargé de mise à disposition » est affecté, outre ses tâches concernant **l'organisation, le suivi et l'évaluation des missions de travail** (voir chapitre sur le suivi des mises à disposition), il assure les formalités administratives spécifiques aux missions en AI (déclaration préalable à l'embauche, relevé d'heures, contrat de travail, etc.), il aide à la gestion des questions de mobilité (repérage des lignes de transports, utilisation de « 2 roues pour l'emploi », etc.), il assure le suivi médical. Pour ce faire, il invite et réalise des entretiens individuels avec l'intervenant.

[sommaire](#)

6) Les formations

Nous accompagnons nos salariés sur des prestations extérieures ou sur la mise en œuvre d'actions de formation. Ces prestations ou formations comptabilisées ci-dessous se font donc en alternance avec les missions de travail. Nous organisons les plannings en conséquence et faisons également le lien avec les partenaires impliqués.

Part des salariés en insertion bénéficiaires d'au moins une formation : 53%

Part des salariés en insertion bénéficiaires d'une formation d'adaptation au poste de travail : 21%

Détail du nombre de bénéficiaires et nombre d'heures de formation interne et prestations extérieures mises en place en alternance durant le parcours en AI	Nb de salariés en insertion	Nb d'heures de formation réalisées*
<u>Adaptation au poste de travail</u> Formation repassage Formation entretien des locaux Formation mobilité Formation jardinage	44	693h
Formation sur site (client de Longjumeau)	14	42h
<u>Prestations du Pôle emploi</u> (prioritairement les plates-formes des vocations)	19	
<u>Qualification AdVF</u>	4	197h
<u>Formations extérieures</u> Mise à niveau informatique Assistante de vie aux familles Linguistique Remise à niveau français et mathématique Permis de conduire Elaboration de projet Technique de recherche d'emploi...	42	460h

Formation qualifiante « Assistante de Vie aux Familles » mise en œuvre par 3 AI :

Il est souhaitable que soit renouvelée tous les ans la formation Assistante de Vie aux Familles sur la même dynamique que celle engagée depuis le mois de juin 2009.

Elle permet à des salariés d'associations intermédiaires ayant un projet dans les services aux personnes de se professionnaliser et d'acquérir une qualification partielle ou totale en tant qu'assistante de vie aux familles.

Elle crée un lien entre les associations intermédiaires et les entreprises ou associations de services aux personnes pour construire des parcours d'insertion vers l'emploi pérenne.

- Le parcours de formation qualifiante s'adresse à des salariés d'AI en projet professionnel sur l'aide à domicile : il s'agit de tirer parti de leur connaissance de l'intervention à domicile et de la réalité des conditions d'exercice du métier pour leur permettre de devenir de véritables professionnels de l'aide à domicile.
- Les modules de formation seront réalisés selon une **double alternance** : la formation ou les stages d'application dans des structures [SAP](#) et/ou à des activités connexes aura lieu à raison de 3 jours par semaine, les 2 autres jours de la semaine étant consacrés aux missions de travail dans l'AI.
- La mobilité est un facteur clé de réussite pour l'insertion dans le secteur de l'aide à domicile. Le projet intègre l'apprentissage du code de la route et de la conduite. Le planning de la formation tient compte des périodes d'apprentissage du code de la route (cours collectifs réservés au groupe de formation de l'action). Les cours de conduite seront planifiés individuellement, sur les plages rendues disponibles.

Cette action est exemplaire à plusieurs titres :

Exemplaire sur la mobilisation de l'ensemble des partenaires : outre les 3 Associations Intermédiaires (ARPE, Lancement et Hercule-Insertion), ont été réunis [AGEFOS-PME](#) et Conseil Régional Ile de France pour la mise en oeuvre de la convention couvrant nos frais pédagogiques et salariaux dans le cadre de la formation continue, le Conseil Général qui inscrit le soutien à la mobilité comme prioritaire et finance les permis de conduire, l'[AFPA](#) (343h et passation de 3 [CCP](#)) et [SJT](#) (70h de code + 40h de conduite) pour l'aspect formation. Nous avons également eu le soutien de la Préfecture et des logements Franciliens qui mettent un appartement pédagogique gracieusement à notre disposition et enfin soutien financier de la part de la [MIVE](#) Corbeil et Maison de l'emploi, PLIE Centre Essonne, Nord Essonne, Val d'orge, Corbeil Essonne.

Exemplaire en terme de coordination des 3 AI : réunions, participation au colloque de l'AFPA du 24 septembre « l'autonomie des personnes : les enjeux pour les professionnels de l'aide à domicile » (rencontrer et sensibiliser des employeurs aussi bien pour les périodes de stage que pour les futures embauches), présentation du projet le 17 novembre au « Plan » en présence de tous les acteurs y compris les intervenants sélectionnés, préparation du comité de pilotage, etc.

C'est une coordination également autour d'outils communs (les plannings, fiche de présentation du projet, recherche de financement complémentaire, les sélections et critères)...

Exemplaire en terme de de mobilisation des équipes AI : 70 candidats ont participé à la présentation générale du projet avec l'AFPA et SJT, 34 candidats retenus pour la deuxième phase de sélection (entretiens individuels, positionnements français mathématiques et logiques) et enfin 15 candidats sélectionnés qui correspondent aux critères de la formation, des financeurs et de l'[OPCA](#).

Les 15 candidats ont obtenu leur 1^{er} CCP « tâches domestiques » en décembre, cette action se poursuivra jusqu'à juin 2010.

Cette action se traduit pour Hercule-Insertion par 4 candidats dans un parcours qualifiant en alternance. Cependant le retour sur investissement en temps et énergie devrait trouver son équilibre dans la reconduction annuelle de ce projet qui correspond à notre volonté de professionnaliser nos salariés.

[sommaire](#)

III. LES SORTIES:

Au plan des sorties : **149 sorties à fin décembre 2009** (pour mémoire 151 en 2008) dont 43 pour les bénéficiaires du [RSA](#).

Notre efficacité peut se mesurer en nombre de personnes qui, grâce à notre action, ont retrouvé le chemin d'un travail de droit commun ou une formation qualifiante, cependant on ne peut pas et on ne doit pas lire l'action des associations intermédiaires seulement à travers leur résultat visible.

Nombre de personnes sorties			149	Dont RSA
S O R T I E S P O S I T I V E S	EMPLOIS DURABLES : 71	CDI	49	17
		CDD ou Intérim de 6 mois ou plus	21	7
		Création d'entreprise	1	
	EMPLOIS DE TRANSITION : 10	CDD ou Intérim de moins de 6 mois	6	1
		Contrats Aidés non marchands	4	2
	EMPLOIS INSERTION : 21	Entrées en Formation	9	2
		↳ Dont entrées en Formation pré-qualifiante ou qualifiante	8	2
		↳ Dont entrées en Formation non qualifiante	1	
		Emplois d'insertion	6	3
		↳ Dont Contrats Aidés non marchands	5	2
		↳ Dont CDDI dans une Entreprise d'Insertion	1	1
		Départ à la retraite	6	
	AUTRES SORTIES : 47	Situation Inconnue	15	5
		Demandeurs d'emploi	2	
		Autres	30	6
		↳ Dont		
		non respect engagement et règlement intérieur	2	2
		déménagement	9	
		grossesse	4	
		incarcération	2	1
		santé (6 longues maladies)	12	2
		problèmes familiaux	1	1

Ces chiffres sont pour nous, le fruit d'un travail d'accompagnement réussi, mais avant tout, le témoignage d'une réussite individuelle.

[sommaire](#)

IV. LES MISES A DISPOSITION

Notre outil privilégié est « la mise à disposition » (MàD) : « *Les missions de travail sont un moyen de reprendre progressivement un rythme de travail, d'apprendre ou réapprendre les exigences de l'environnement professionnel comme le respect des horaires, des consignes, des exigences en terme de présentation, de renforcer ou de diversifier l'expérience professionnelle, etc. mais c'est également un outil de socialisation et de reprise de confiance en soi.* »

L'association offre un service en répondant aux besoins des clients et en mettant à disposition du personnel correspondant à ses exigences. En choisissant de s'adresser à une association intermédiaire, le client, devient partenaire du parcours d'insertion des personnes qui sont mises à sa disposition.

1) Le suivi des missions : la « Chargée de mise à disposition » est l'interlocuteur privilégié des clients :

- Elle est le médiateur dans la négociation des horaires, du temps imparti, etc.
- Elle assure l'accompagnement physique lors du 1^{er} rendez-vous.
- Elle fait un suivi régulier des missions avec le client.
- Elle réalise en collaboration avec le client des évaluations régulières de ces missions.
- Elle évalue les compétences professionnelles acquises tout au long du contrat de travail, formalise ces acquis et identifie sur cette base d'éventuels besoins de formation complémentaire.
- Elle déclenche, si nécessaire, la mise en œuvre de la procédure « accompagnement aux gestes professionnels » et « atelier professionnel chez le client ».
- 2215 enregistrements concernant les propositions, suivis et évaluations des missions ont été effectués. Grâce à cette formalisation, l'ensemble de l'équipe peut donc avoir une information sur le salarié dans le cadre de ses missions.

2) Concernant les utilisateurs :

Particuliers :	53.7%	Entreprises privées :	9.3%
Associations :	10.9%	Organismes HLM	2.5%
Collectivités territoriales :	23.6%		

Les particuliers

	2007 : 65%	2008 : 57%	2009 : 53.7%
---	------------	------------	--------------

Le nombre d'heures auprès de ce type de client continue à baisser.

Les enseignes nationales ainsi que les créations d'entreprises individuelles dans le secteur de l'aide à domicile, devenu concurrentiel, ne cessent de croître. Ils ont par ailleurs une politique de communication très agressive. « Le bouche à oreille » ou les connaissances restent encore à ce jour le motif d'accès le plus fréquemment évoqué pour nous contacter, mais Il nous faut penser à informer plus largement et efficacement et avec des moyens de communication plus actuels. Enrayer la diminution du nombre d'heures auprès des particuliers dont le nombre d'heures d'emplois familiaux conditionne notre exonération de charge pour les permanents et maintien de nos heures en direction des collectivités, associations et bailleurs.

Outre la diminution du nombre de particuliers rappelée plus haut, nous avons bien maintenu nos heures de mission auprès des collectivités, associations et bailleurs. L'augmentation du nombre des heures de mise à disposition en entreprise s'explique par les clauses sociales. Sur la zone Nord Essonne et Val d'Orge, la coordination des marchés publics a été mise en œuvre par les chargés de relations entreprises des PLIE. Cette organisation facilite l'accès aux entreprises car ces « guichets partenariaux mutualisateurs » informent et sensibilisent en amont de nos interventions. Par ailleurs, ils permettent une régulation dans la répartition des heures aux différentes [SIAE](#) (l'impossibilité pour les AI de fournir outillage et matériaux les contraignent dans leur réponse aux clauses) et une régulation dans l'obligation faite aux entreprises de passer par les SIAE et non exclusivement par le biais de l'intérim.

Nous avons mis en œuvre **des clauses sociales** avec 5 maîtres d'ouvrage ce qui correspond à des mises à disposition auprès de 10 entreprises et 1 maître d'ouvrage en direct, et a touché 15 salariés de l'AI pour un total de **2780h** (moins de 5% des heures totales de la structure).

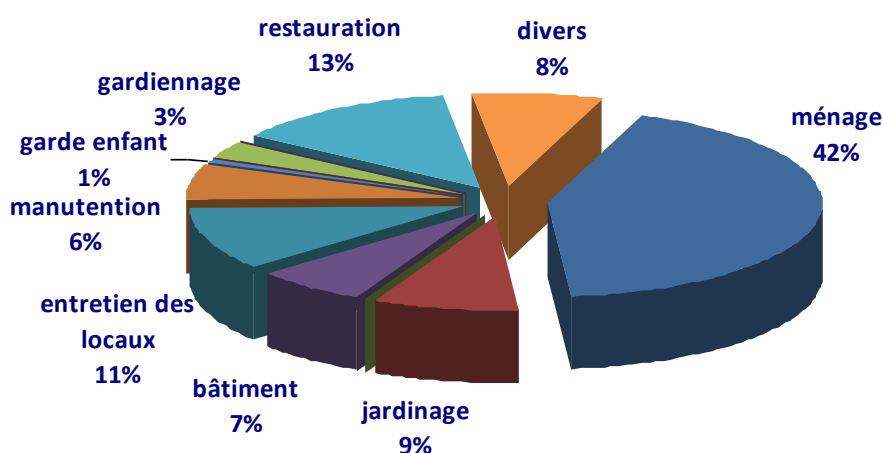
La possibilité de réaliser 480h au lieu de 240h en entreprise est moins restrictive pour les associations intermédiaires, par ailleurs, certains maîtres d'ouvrage ont fait l'effort d'allotir des marchés volumineux car ces derniers étaient certes propices à l'embauche directe mais incompatibles avec les profils des salariés d'AI plus éloignés de l'emploi (rarement positionnables sur des postes plus qualifiés) et incompatibles avec nos CDD d'usage.

Il reste que dans le paysage des marchés publics, les maîtres d'ouvrage n'ont pas forcément le réflexe de mettre en place les clauses sociales et les AI n'ont pas toujours le temps, les compétences et les appuis nécessaires à la sensibilisation des élus locaux et départementaux et dans une deuxième phase les compétences techniques dans leur réponse aux appels d'offres.

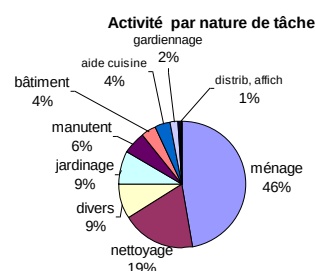
Nous avons participé en 2009 à 18h de formation action au sein de la structure par le biais du CAIE (financement [FDI](#)) qui nous ont permis d'une part d'améliorer notre connaissance de la réglementation des clauses d'insertion en y associant certains bénévoles de la structure et d'autre part de préparer pour 2010 une réponse à une consultation concernant un « marché de service d'insertion et de qualification professionnelle ayant pour prestation support le nettoyage d'une marché couvert » (article 30) pour l'une des communes de notre territoire.

L'activité par nature de tâches :

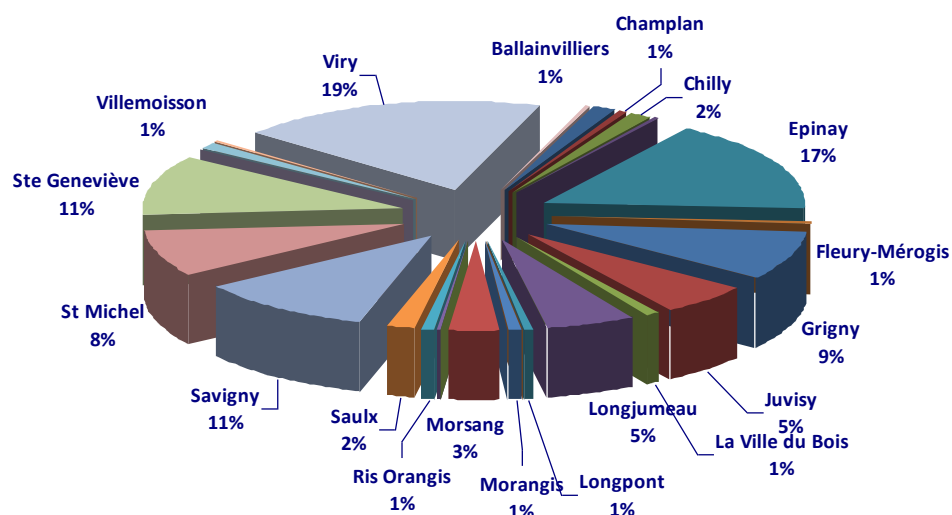
Le cœur de l'activité reste les emplois familiaux mais l'on voit que les activités de nettoyage de locaux, voiries et autres se développent. Par ailleurs, la progression du nombre d'heures en restauration s'explique par les remplacements effectués dans les cantines (collectivités ou privées).



2008



L'activité par commune



La baisse du nombre d'heures « Particuliers » dans les communes a une répercussion sur le volume d'activité dans ces mêmes communes sauf celles où les collectivités territoriales et [EPCI](#) nous proposent des missions.

Exemples de mission auprès des collectivités et EPCI

- Nettoyage de locaux et parties communes
- Nettoyage des classes (printemps)
- Nettoyage suite aux marchés
- Nettoyage de logements ([CCAS](#))
- Entretien de la voirie
- Aide en cantine scolaire (préparation des repas, nettoyage)
- Aide à l'entretien des espaces verts (tonte, débroussaillage...)
- Ramassage de papiers
- Ramassage des feuilles mortes
- Aide à la peinture extérieure et intérieure
- Manutention
- Débarras de locaux
- Sortie des encombrants
- Montage de stands, de meubles
- Vestiaire pour manifestations
- Aide au service du repas des anciens
- Distribution de tracts pour événements
- Aide chauffeur
- Nettoyage des tombes
- Père Noël
- Aide aux tâches administratives

[sommaire](#)

V. LE PARTENARIAT

Nous devons consacrer un temps considérable à un nombre croissant d'interlocuteurs qui ont des exigences parfois contradictoires :

25 communes avec 25 CCAS,

9 agences locales pour l'emploi,

5 réseaux locaux d'appui,

5 autres AI,

7 établissements publics de coopération intercommunale,

7 maisons des solidarités,

2 plans locaux pour l'insertion et l'emploi et

5 maisons pour l'emploi (avec lesquelles nous avons des partenariats actifs).

L'ensemble des associations avec lesquelles nous avons un partenariat plus ou moins ponctuel dans le cadre bien souvent d'orientation ou préconisation à toutes les étapes du parcours (accueil : 199 réorientations, pendant le parcours et préparation à la sortie).

Le Conseil Général

[DILEE](#) : nous avons une convention qui se termine fin 2009 et reconduite 1 an pour 2010.

Sur le terrain, nous participons aux réunions des [RLA](#) de Draveil et Morsang-sur-Orge, à des rencontres fréquentes internes ou externes avec les services instructeurs et les animatrices de réseaux.

Le Conseil Général finance en complément de la région un emploi tremplin.

[DDTEFP](#) :

Nous attribue le statut de [SIAE](#) et instruit nos demandes d'agrément emplois familiaux.



Préfecture de l'Essonne dans le cadre de l'appel à projets : Politique de la ville et son nouveau cadre contractuel pour les quartiers à savoir **les CUCS** (Contrat Urbain de Cohésion Sociale). le projet « accompagnement aux gestes professionnels » est financé pour 12 personnes sur la commune de Longjumeau.



PLIE :

Nous sommes conventionnés avec le **PLIE Nord Essonne** pour l'accompagnement renforcé de 31 personnes en 2009 pour un total de 7308 heures.

Nous participons aux réunions des référents emploi.

Nous sommes soutenus dans la mise en œuvre d'heures d'insertion dans le cadre des clauses d'insertion des marchés publics.

Concernant le PLIE du Val d'Orge, la collaboration s'effectue par un partenariat sur les clauses de marchés publics sur la zone.

Coordination régulière avec les guichets mutualisateurs des 2 PLIE pour les clauses d'insertion.



Pôle Emploi : Hercule travaille avec les 9 **ALE** de notre territoire, notre agence de référence est Viry-Châtillon. les demandes d'agrément au nombre de 36 pour 2008 (pour rappel, nous en avons eu 47 en 2007).



CAIE91 (collectif des acteurs de l'insertion en Essonne) :

Nous sommes adhérents.

Nous avons participé à la réalisation du répertoire des SIAE.

Nous avons participé à la formation sur les clauses d'insertion et bénéficié de 18h d'ingénierie sur le même thème.

Participation au groupe de travail sur la charte des AI et signature de celle-ci le 12 mai.

Participation à la mise en œuvre du collectif de l'insertion par l'activité économique du 91.

Participation aux réunions du CAIE : recherche d'harmonisation des procédures, projet collectif, mutualisation des connaissances, échange d'informations.

Participation aux comités de pilotage du projet OASI.



OASI



DLA : la mise en œuvre d'une ingénierie individuelle a été programmée pour 2010, le diagnostic a été fait. Cette action concernera l'ensemble de l'équipe. L'objectif pour Hercule-Insertion est de travailler sur l'organisation interne, le sens du service rendu et notre utilité sociale.



AGEFOS PME : est notre **OPCA** et nous conseille dans l'élaboration de notre plan de formation. Elle est partie prenante grâce à une convention avec la Région Ile de France dans le financement de la formation Assistante de Vie aux Familles.



Le Conseil Régional : la Région a voté un rapport cadre pour un soutien renforcé à l'Insertion par l'Activité Economique, cela s'est traduit par l'attribution d'une subvention « Emploi Tremplin IAE ». Nous avons signé une convention en mai 2009.

Nous avons également une convention concernant un emploi tremplin.



EPCI : la Communauté d'agglomération des lacs de l'Essonne soutient notre association et nous confie des missions (entretien des « sanivertes »).



Nous travaillons en collaboration avec **les équipes des Maisons de l'emploi** de Viry-Chatillon, Longjumeau, Initiative Emploi de Grigny.

Afin d'accompagner efficacement nos publics au sein de l'AI nous avons des liens avec les **associations** et **institutions** de notre territoire afin de mieux les connaître et d'orienter le plus efficacement possible. Les orientations ou préconisations sont effectuées au regard des problématiques individuelles repérées.

Les **CCAS** et **MDS** de notre territoire sont des partenaires le plus souvent en tant que service instructeur pour une partie du public RMI et API et des référents pour les autres.

Une association de prévention (Alliance Prévention) et **la mission locale de Grigny** travaillent en collaboration avec nous sur les chantiers éducatifs et chantiers jeunes.

96 jeunes ont ainsi pu bénéficier de notre fonction employeur.

ARDIE
ILE-DE-FRANCE

Association Régionale pour le Développement de l'Insertion par l'Économique. Elle fédère au niveau régional les associations intermédiaires et les structures d'insertion qui leur sont directement associées, que celles-ci appartiennent ou non à un réseau national.

[sommaire](#)

VI. LES PERMANENTS

L'année 2009 aura vu le départ d'une chargée de mise à disposition, nous n'avons pas prévu de remplacement afin de compenser la baisse d'activité.

Toutes les salariées sont employées en CDI à temps plein pour 8 d'entre elles et à temps partiel pour 1 autre. Enfin l'un des CDI est un emploi tremplin.

Vous trouverez en annexe un organigramme.

Formations des permanents : **9 personnes pour un total de 174 h de formation**

Intitulé de la formation	Durée moyenne par participant (en Nb H)	Nb de salariés permanents bénéficiaires en 2009
Entretien annuel d'évaluation	14	1
Réussir sa fonction de manager	14	1
Les discriminations	12	1
Employabilité	21	2
Manipulation des extincteurs	3	6
Favoriser les réponses des SIAE aux marchés	18	1
Comptabilité analytique	14	2
Eco Ménagement	7	1
Comment aller au-delà de ses a priori	21	1

[sommaire](#)

CONCLUSION : Nos axes de travail pour 2010

- Renouvellement d'une formation qualifiante Assistante de Vie aux Familles en lien avec 2 ou 3 autres AI.
- Mise en œuvre du contrat d'engagement.
- Mise en place et développement auprès de nos salariés d'activité culturelle via le réseau CULTURE DU CŒUR. Depuis 1998, Cultures du Cœur s'appuie sur la conviction que la culture est un formidable levier dans la lutte contre l'exclusion. Nous le savons tous : la culture rassemble, favorise les relations sociales, permet de choisir plutôt que de subir. Elle est un élément indispensable dans un processus d'insertion des personnes.
- Maintien et amélioration de notre espace libre service - d'aide à la recherche d'emploi sur l'antenne de Viry-Châtillon : recherche des offres, consultation des offres sur sites internet + des offres du Pôle Emploi, rédaction de CV, de lettres de motivation, ouverture de boîte mail...) auquel vient s'adosser un atelier collectif complémentaire : « Atelier démarche emploi et formation » sur le thème essentiellement du CV. Il est conçu comme apport théorique et pratique mais également comme un temps de mobilisation, dynamisation et de lien social. Il est prévu un atelier par mois.
- Un temps de réunion des salariés plus régulier.
- Utilisation des autres [DVD](#) OASI (sécurité, peinture).
- Recherche de lieu de formation chez nos clients afin de développer l'atelier gestes professionnels sur l'ensemble de notre territoire.
- Mise en œuvre d'une ingénierie par le [DLA](#) au bénéfice de la structure.
- Maintien de l'activité en direction des particuliers.
- Renforcement et professionnalisation de nos outils de communication et signalétique (site Internet, panneaux d'affichage) et outils pédagogiques.
- Mutualisation sur des thèmes récurrents avec les collègues AI : le logiciel [GTA](#) et ses limites, les statistiques, harmonisation des procédures sur l'accompagnement, démarchage commun en direction des EPCI, réponse commune aux appels d'offres (exemple le PASS IAE).
- Développement des parcours entre SIAE : exemple la fin d'un chantier « insertion espace vert » correspondant à la recherche de jardinier pour le printemps.
- Obtention d'un marché d'insertion et de qualification article 30.

Dans un contexte difficile et incertain, de par notre mission d'insertion, nous restons attentifs à ce que chacun puisse trouver sa place ou une place au sein d'une société génératrice d'exclusion. Nous nous appuyons pour cela sur notre offre d'insertion qui ne peut être quantitativement et qualitativement poursuivie que si l'on maintient une équipe de permanents renforcée et s'il existe **une volonté commune sur un même territoire de mailler nos interventions.**

Marie-Andrée Vassas, directrice



Annexe 1

Rapport financier du trésorier sur l'exercice 2009, approuvé par l'assemblée générale du 30 mars 2010.

La comparaison des résultats de 2009 et de 2008 montre une amélioration à tous les niveaux. Ces signes sont encourageants pour la pérennité de l'association.

On trouvera dans le tableau ci-dessous, des paramètres complémentaires au bilan et compte de résultat joints en annexes 2 et 3.

année	2009	2008	2007
fonds de roulement en €	363 159	288 466	213 321
besoin en fonds de roulement en €	8 895	12 274	-22 424
trésorerie en €	354 263	276 192	235 745
chiffre d'affaires en €	990 181	984 462	917 333
subventions en €	263 741	253 532	268 654
masse salariale chargée en €	1 086 105	1 094 542	1 082 733
encours clients hors délais de paiement en fin d'année	80 867		
marge brute en €	-95 925	-110 080	-165 400
excédent brut d'exploitation en €	46 189	12 933	6 130

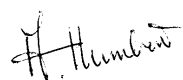
On notera que:

1. les subventions comprennent la nouvelle subvention Emploi Tremplin IAE du conseil régional et représentent près de 27% du chiffre d'affaires.
2. les contributions volontaires en nature représentent, comme en 2008,
 - a. 16 K€ de valorisation du temps des bénévoles avec charges patronales.
 - b. 62 K€ pour la valeur locative des locaux mis à notre disposition par les communes de Longjumeau, Ste Geneviève des Bois, Savigny sur Orge et Viry Chatillon.
3. la masse salariale a diminué du fait du départ non remplacé d'un salarié.
Les 3 salaires les plus élevés ont été ceux de la directrice pour 39 K€, et des 2 chargées d'accompagnement pour 30 et 27 K€ respectivement.
4. le [SMIC](#) horaire (rémunération de nos intervenants) a été augmenté de 1,26% au 1^{er} juillet 2009, ce qui l'a porté à 8,82 €/h.
5. la marge brute, qui représente le chiffre d'affaires moins les salaires de production ([DE](#) et permanents) augmente et se rapproche de l'équilibre.

Les objectifs pour 2010 sont de:

1. Continuer à maîtriser les charges d'exploitation
2. Diminuer l'encours clients hors délais de paiement
3. Maintenir le coût de la structure à 7 €/h
4. Profiter de la diminution des charges (masse salariale) pour améliorer notre communication (pub, etc.) afin de dépasser les 60 000 heures (vers 65 000 heures?).
5. Dans le cadre de notre réflexion sur la création d'une nouvelle activité [IAE](#) (voir rapport moral du président), étudier son financement.

Alain Humbert, trésorier



[sommaire](#)

HERCULE						
BILAN ACTIF						
Période du 01/01/2009 au 31/12/2009						
Présenté en Euros						
ACTIF	Exercice clos le 31/12/2009 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2008 (12 mois)		
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES:						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets, droits similaires						
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES:						
Terrains						
Constructions	88 785	88 150	634	0,10	1 663	0,34
Installations techniques, matériel & outillage industriels	1 999	1 643	356	0,06	215	0,04
Autres immobilisations corporelles	100 681	85 613	15 068	2,48	15 346	3,09
Immobilisations grevées de droit						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances & acomptes sur immobilisations corporelles						
IMMOBILISATIONS FINANCIERES:						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille						
Autres titres immobilisés						
Prêts	22 075	22 075				
Autres immobilisations financières						
TOTAL (I)	213 539	197 481	16 058	2,64	17 225	3,47
STOCKS ET EN COURS:						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens et services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes						
Créances usagers et comptes rattachés	176 375	9 556	166 819	27,42	147 397	29,72
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs						
. Personnel						
. Organismes sociaux						
. Etat, impôts sur les bénéfices						
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires						
. Autres	66 232		66 232	10,89	55 058	11,10
Valeurs mobilières de placement						
Disponibilités	354 263		354 263	58,24	276 192	55,70
Charges constatées d'avance	4 941		4 941	0,81		
TOTAL (II)	601 811	9 556	592 255	97,36	478 646	96,53
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL ACTIF	815 350	207 037	608 313	100,00	495 871	100,00

HERCULE BILAN PASSIF Période du 01/01/2009 au 31/12/2009 Présenté en Euros				
PASSIF	Exercice clos le 31/12/2009 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2008 (12 mois)	
FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES:				
FONDS PROPRES				
Fonds associatifs sans droit de reprise	69 186	11,37	69 186	13,95
Ecart de réévaluation				
Réserves				
Report à nouveau	165 134	27,15	104 524	21,08
Résultat de l'exercice	87 811	14,44	60 110	12,12
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS				
-Fonds associatifs avec droit de reprise				
. Apports				
. Legs et donation				
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
-Ecart de réévaluation				
-Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	7 578	1,25	9 510	1,92
-Provisions réglementées				
-Droits des propriétaires (commodat)				
TOTAL (I)	329 709	54,20	243 331	49,07
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	39 952	6,57	52 804	10,65
TOTAL (II)	39 952	6,57	52 804	10,65
FONDS DEDIES				
. Sur subventions de fonctionnement				
. Sur autres ressources				
TOTAL (III)				
DETTES				
Emprunts et dettes assimilées				
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours				
Fournisseurs et comptes rattachés	27 660	4,55	25 288	5,10
Autres	209 749	34,48	173 133	34,91
Produits constatés d'avance	1 243	0,20	1 315	0,27
TOTAL (IV)	238 652	39,23	199 736	40,28
Ecart de conversion passif (V)				
TOTAL PASSIF	608 313	100,00	495 871	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

HERCULE

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2009 au 31/12/2009

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT				Exercice clos le 31/12/2009 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2008 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%	
	France	Exportation	Total	%		Total	%		Variation	%	
PRODUITS D'EXPLOITATION:											
Ventes de marchandises											
Production vendue de biens											
Prestations de services	990 181		990 181	100,00		984 462	100,00		5 719	0,58	
Montants nets produits d'expl.	990 181		990 181	100,00		984 462	100,00		5 719	0,58	
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION:											
Production stockée											
Production immobilisée											
Subventions d'exploitation			263 741	26,64		253 532	25,75		10 209	4,03	
Dons											
Cotisations											
Legs et donation											
Produits liés à des financements réglementaires											
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			23	0,00		411	0,04		-388	-94,39	
Autres produits											
Reprise de provisions			26 627	2,69		22 051	2,24		4 576	20,75	
Transfert de charges											
Sous-total des autres produits d'exploitation			290 392	29,33		275 994	28,04		14 398	5,22	
Total des produits d'exploitation (I)			1 280 573	129,33		1 260 456	128,04		20 117	1,60	
Quotes-parts d'éléments du fonds associatif virées au compte de résultat											
PRODUITS FINANCIERS:											
De participations											
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif											
Autres intérêts et produits assimilés			383	0,04		249	0,03		134	53,82	
Reprises sur provisions et transferts de charges											
Différences positives de change											
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement			5 241	0,53		6 731	0,68		-1 490	-22,13	
Total des produits financiers (III)			5 624	0,57		6 979	0,71		-1 355	-19,41	
PRODUITS EXCEPTIONNELS:											
Sur opérations de gestion			33	0,00		112 964	11,47		-112 931	-99,96	
Sur opérations en capital			9 697	0,98		7 006	0,71		2 691	38,41	
Reprises sur provisions et transferts de charges			16 029	1,62		1 714	0,17		14 315	835,18	
Total des produits exceptionnels (IV)			25 760	2,60		121 685	12,36		-95 925	-78,82	
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)			1 311 956	132,50		1 389 121	141,10		-77 165	-5,54	
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT											
TOTAL GENERAL			1 311 956	132,50		1 389 121	141,10		-77 165	-5,54	
CHARGES D'EXPLOITATION:											
Achats de marchandises et de matières premières											
Variation de stock marchandises et matières premières											
Autres achats non stockés			17 221	1,74		13 787	1,40		3 434	24,91	
Services extérieurs			14 225	1,44		17 735	1,80		-3 510	-19,78	
Autres services extérieurs			43 021	4,34		45 795	4,65		-2 774	-6,05	
Impôts, taxes et versements assimilés			47 162	4,76		53 202	5,40		-6 040	-11,34	
Salaires et traitements			870 265	87,89		881 664	89,56		-11 399	-1,28	
Charges sociales			203 329	20,53		189 942	19,29		13 387	7,05	
Autres charges de personnel			12 511	1,26		22 937	2,33		-10 426	-45,44	
Subventions accordées par l'association											

HERCULE		COMPTE DE RÉSULTAT	
Période du 01/01/2009 au 31/12/2009		Présenté en Euros	

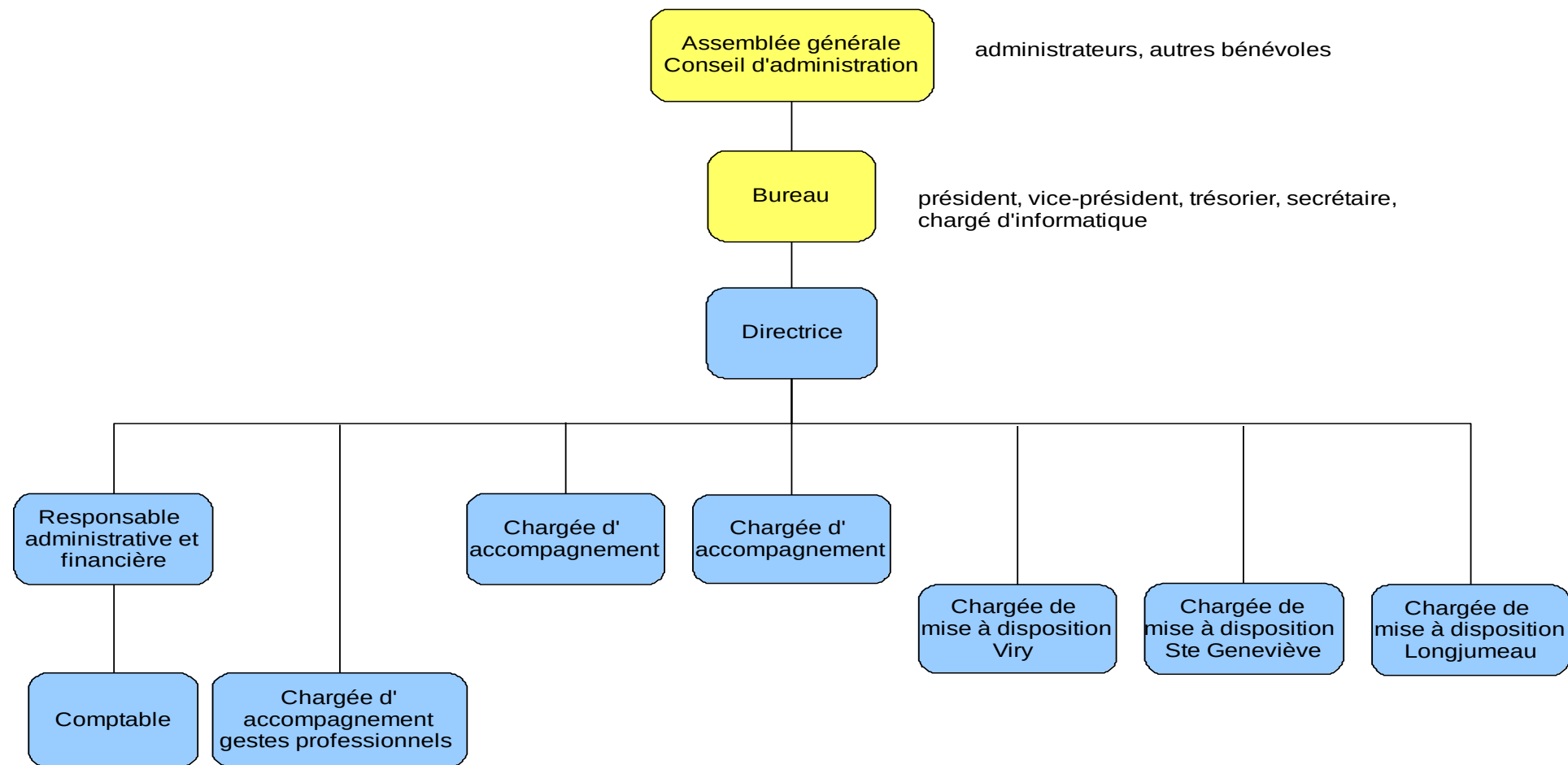
COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2009 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2008 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
Dotations aux amortissements	8 776	9 127	-351	-3,84
Dotations aux provisions	3 177	10 441	-7 264	-69,56
(-)Engagements à réaliser sur ressources affectées				
Autres charges	221	1 046	-825	-78,86
Total des charges d'exploitation (I)	1 219 907	1 245 676	-25 769	
Quote-part de résultat sur opérations communes (II)				
CHARGES FINANCIERES:				
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements				
Total des charges financières (III)				
CHARGES EXCEPTIONNELLES:				
Sur opérations de gestion	4 192	78 335	-74 143	-94,64
Sur opérations en capital	46		46	N/S
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		5 000	-5 000	-100,00
Total des charges exceptionnelles (IV)	4 238	83 335	-79 097	-94,90
Participation des salariés aux résultats (V)				
Impôts sur les sociétés (VI)				
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)	1 224 145	1 329 011	-104 866	-7,88
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT	87 811	60 110	27 701	46,08
TOTAL GENERAL	1 311 956	1 389 121	-77 165	-5,54

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE					
PRODUITS :					
Bénévolat	16 000				
Prestations en nature	62 000				
Dons en nature					
TOTAL	78 000				
CHARGES :					
Secours en nature	62 000				
Mise à disposition gratuite de biens et services	16 000				
Personnel bénévole					
TOTAL	78 000				

Budget 2010 d'Hercule-Insertion					28/12/2009
Charges			Produits		
60	Achats	16 550 €	70 - Ventes		955 920 €
601	Achats de matières premières	350	Vente de marchandises		
602	Achats stockés		Production vendue (biens)		
604	Prestations de services	1 700	Production vendue (mises à disposition)		955920
605	Achat matériel	7 500			
606	Achats fournitures non stockées	7 000			
607	Achats de marchandises		71 – Productions stockées		€
61	Charges externes	18 570 €	72 – Productions immobilisées		€
611	Sous-traitance générale		74 – Subventions		235 374 €
612	Crédit-bail		Ville de *Longjumeau Communauté de Communes ou d'agglomération	Aide au poste CUCS	4 000
613	Locations immobilières				
613	Locations mobilières				
614	Charges locatives				
615	Entretien réparations	7 570			
616	Primes d'assurances	6 000			
617	Etudes et recherches	3 000			
618	Documentation générale et colloques	2 000			
62	Autres charges externes	47 720 €			
621	Personnel extérieur à l'entreprise		Conseil Général*	DILEE	186 026
622	Honoraires	7 000		EMPLOI TREMLIN	3 640
	Presta. formation/tutorat personnel insertion				
623	Publications, PAGE JAUNE	8 300			
624	Transports et déplacement	13 650	Conseil Régional*	EMPLOI TREMLIN	11 708
625	Voyages, missions et réceptions				
626	Frais de Télécom et postaux	14 370	Etat*		
627	Service bancaire				
628	Divers	4 400		DDTEFP	23 000
63	Impôts et taxes sur salaires	63 686 €			
631	Taxes sur salaires	51 686			
633	Vers. Formation, transport, construction	12 000			
635	Impôts directs, indirects et droits				
64	Salaires et charges	1 058 410 €	Opérateur unique Pôle Emploi		
	Gestion administration	131 233	PLIE NORD ESSONNE		7 000
	Accompagnement social emploi formation	109 033	ACSE		
	Encadrement technique	105 144	FSE		
	Personnel insertion	713 000			
	Autres frais				
	Autres frais pour le personnel en insertion		75	Produits de gestion courante	
65	Charges de gestion courante	500 €	76	Produits financiers	
66	Charges financières		77	Produits exceptionnels	
67	Charges exceptionnelles		78	Reprises sur amort. et provisions	
68	Dotations aux amortissements		79	Transfert de charges	14 142 €
68	Dotations aux provisions				
69	Impôt sur société				
TOTAL CHARGES		1 205 436 €	TOTAL PRODUITS		1 205 436 €
86 Emplois des contributions volontaires en nature		70 000 €	87 Contributions volontaires en nature		70 000 €
Secours en nature, alimentaires, vestimentaires			Bénévolat		16 000
Mise à disposition de biens (locaux,...)		54 000	Prestations en nature		54 000
Personnel bénévole		16 000	Dons en nature		
		1 275 436 €			1 275 436 €

[sommaire](#)

Annexe 5

Hercule-Insertion organigramme

20/03/2009

[sommaire](#)

Annexe 6

Les partenaires

commune	député	2 PLIE	9 ALE	5 RLA	5 Autres AI	7 EPCI	7 MDS
Ballainvilliers	Guy Malherbe		Longjumeau	Morsang		Europ'Essonne	Chilly-Mazarin
Champlan	Guy Malherbe		Longjumeau	Morsang		Europ'Essonne	Chilly-Mazarin
Chilly-Mazarin	François Lamy		Longjumeau	Morsang	Lancement	Europ'Essonne	Chilly-Mazarin
Epinay-sur-Orge	Guy Malherbe		Ste Geneviève	Morsang		Europ'Essonne	Ste Geneviève
Fleury-Mérogis	Julien Dray	VO	Evry	Morsang	ARPE	Val d'Orge	Ste Geneviève
Grigny	Julien Dray	NE	Viry	Montgeron	ARPE	Les Lacs de l'Essonne	Grigny
Juvisy-sur-Orge	Françoise Briand	NE	Juvisy	Montgeron	Lancement	Les Portes de l'Essonne	Athis-Savigny
La Ville du Bois	Guy Malherbe		Arpajon	Massy	Action Emploi	Europ'Essonne	Arpajon-Marcoussis
Longjumeau	Guy Malherbe		Longjumeau	Morsang	Lancement	Europ'Essonne	Chilly-Mazarin
Longpont-sur-Orge	Guy Malherbe		Arpajon	Morsang	Action Emploi	Cœur du Hurepoix	Arpajon-Marcoussis
Montlhéry	Guy Malherbe		Arpajon	Massy	Action Emploi	Cœur du Hurepoix	Arpajon-Marcoussis
Morangis	François Lamy		Longjumeau	Morsang	Lancement	Europ'Essonne	Chilly-Mazarin
Morsang-sur-Orge	Julien Dray	VO	Ste Geneviève	Massy		Val d'Orge	Athis-Savigny
Nozay	Guy Malherbe		Arpajon	Morsang	Action Emploi & Dynamic'embauche	Cœur du Hurepoix	Arpajon-Marcoussis
Paray-Vieille-Poste	Françoise Briand	NE	Savigny	Morsang	Lancement	Les Portes de l'Essonne	Athis-Savigny
Ris Orangis	Georges Tron		Viry	Evry	ARPE & Vers l'Emploi	Évry Centre Essonne	Evry-Ris Orangis
Saulx-les-Chartreux	Guy Malherbe		Longjumeau	Morsang		Europ'Essonne	Chilly-Mazarin
Savigny-sur-Orge	Françoise Briand		Savigny	Morsang	Lancement		Athis-Savigny
St Michel-sur-Orge	Julien Dray	VO	Brétigny	Etrechy		Val d'Orge	Ste Geneviève
Ste Geneviève-des-Bois	Julien Dray	VO	Ste Geneviève	Morsang	Vers l'Emploi	Val d'Orge	Ste Geneviève
Villejust	Guy Malherbe		Les Ulis	Massy	Dynamic'embauche	Cœur du Hurepoix	Les Ulis-Palaiseau
Villemoisson-sur-Orge	Guy Malherbe	VO	Ste Geneviève	Morsang		Val d'Orge	Ste Geneviève
Villiers-sur-Orge	Guy Malherbe	VO	Ste Geneviève	Morsang		Val d'Orge	Ste Geneviève
Viry-Chatillon	Françoise Briand	NE	Viry	Montgeron	Lancement	Les Lacs de l'Essonne	Athis-Savigny
Wissous	François Lamy		Longjumeau	Morsang	Lancement	Les Hauts de Bièvre	Chilly-Mazarin

Annexe 7: **Les bénévoles**

		Nom	Ville	CP	Administrateur depuis	Bureau
1	Mme	Chevillard	Savigny	91600	2009	secrétaire adjointe
2	M.	Colautti	Savigny	91600	2008	chargé d'informatique
3	M.	Humbert	Ste Genevieve	91700	2009	trésorier et vice-président
4	M.	Lagarde	Epinay	91360	2007	secrétaire
5	M.	Lucien	Épinay	91360	2009	président
6	Mme	Bervas	Ste Geneviève	91700	2008	
7	Mme	Assandro	Grigny	91350		
8	Mme	Clément	Viry	91170		
9	M.	Hillaire	Vigneux	91270		
10	M.	Solle	Athis-Mons	91200		
11	Mme	Soulat	Longjumeau	91160		

[sommaire](#)

Annexe 8 Les acronymes

AdVF	Auxiliaire de Vie Familiale
AFPA	Association pour la Formation Professionnelle des Adultes
AGEFOS-PME	Association pour la GEstion du fond d'assurance pour la FOrmation des Salariés des Petites et Moyennes Entreprises
AI	Association Intermédiaire
ACPPAV	Organisme de formation
ALE	Agence Locale pour l'Emploi
ANRU	Agence Nationale de Rénovation Urbaine
API	Allocation de Parent Isolé
APP	Atelier Pédagogique Personnalisé
ARE	Allocation de Retour à l'Emploi
ARSIE	Aide Régionale aux Structures d'Insertion par l'Économique
ASI	Appui Social Individualisé
ASP	Association de Services aux Personnes
ASS	Allocation Spécifique de Solidarité
ASSEDIC	Association pour l'Emploi dans l'Industrie et le Commerce
AVI	Assistante de Vie
CA	Chargée d'Accompagnement ou conseil d'administration
CAF	Caisse d'Allocations Familiales
CAP	Certificat d'Aptitude Professionnelle
CAIE 91	Comité des Acteurs de l'Insertion par l'Économique du 91
CCAS	Centre Communal d'Action Sociale
CCP	Certificat de Compétence Professionnelle
CDAS-PMI	Centre Départemental d'Action Social. Protection Maternelle et Infantile, voir MDS
CGRCR	Caisse Générale de Retraite des Cadres par Répartitions
CDI	Contrat à durée Indéterminée
CDD	Contrat à durée Déterminée
CG	Conseil Général
CLI	Commission Locale d'Insertion
CMD	Chargée de Mise à Disposition
CMU	Couverture Maladie Universelle
CNAV	Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse
CPAM	Caisse Primaire d'Assurance Maladie
CPE	Congé Parental d'Éducation
CRIF	Conseil Régional d'Ile de France
CUCS	Contrat Urbain de Cohésion Sociale
CV	Curriculum Vitae
DADS	Déclaration Annuelle des Données Sociales
DDASS	Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale
DDTEFP	Direction Départementale du Travail et de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

DE	Demandeur d'Emploi
DELD	Demandeur d'Emploi de Longue Durée
DIF	Droit Individuel à la Formation
DIIESES	Délégation Interministérielle à l'Innovation, à l'Expérimentation Sociale et à l'Economie Sociale
DILEE	Direction de l'Insertion et de la Lutte contre l'Exclusion et pour l'Emploi
DLA	Dispositif Local d'Accompagnement
DO	Donneur d'Ordre
DRH	Directeur des Ressources Humaines
DVD	Digital Versatile Disc
EBE	Excédent Brut d'Exploitation
EFP	Employée Familiale Polyvalente
EMT	Évaluation en Milieu de Travail
EPCI	Établissement Public de Coopération Intercommunale
etp	équivalent temps plein
ETTI	Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion
FDI	Fonds Départemental d'Insertion
FIDE	Fonds d'Intervention Départemental pour l'Emploi
FEPEM	Fédérations nationale des Particuliers EMPloyeurs
FONGECIF	Fond de Gestion du Congé Individuel de Formation
FSE	Fonds Social Européen
GARP	Groupement des Assedic de la Région Parisienne
GRETA	Groupement d'Établissement
GTA	Gestion Télématique des Associations
HLM	Habitations à Loyer Modéré
IAE	Insertion par l'Activité Économique
IGIRS	Institution Générale Interprofessionnelle de Retraite des Salariés
MàD	Mise à Disposition
MDPH	Maison Départementale des Personnes Handicapées
MDS	Maison Des Solidarités
MEF	Maison de l'Emploi et de la Formation
MIVE	Mission Intercommunale Vers l'Emploi
OASI	Outil d'Aide aux Savoirs d'Insertion
OPCA	Organisme Paritaire Collecteur Agréé
OT	Ordre de Travail
PAIO	Permanence d'Accueil, d'Information et d'Orientation
PLIE	Programme Local Pluriannuel pour l'Insertion et l'Emploi
Pôle Emploi	Résulte de la fusion de l'ANPE et de l'ASSEDIC
RLA	Réseau Local d'Appui
RMI	Revenu Minimum d'Insertion
RSA	Revenu de Solidarité Active
SAP	Services A la Personne

SFP	Société Française de Prévention
SIAE	Structure d'Insertion par l'Activité Économique
SJT	Solidarités et Jalons pour le Travail
SNL	Solidarités Nouvelles pour le Logement
TH	Travailleur Handicapé
TRE	Techniques de Recherche d'Emploi
URL	Uniform Resource Locator (adresse d'un site Internet)
URSSAF	Union pour le Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales
ZUS	Zone Urbaine Sensible

[sommaire](#)